

International

QUEL PLURALISME POLITIQUE AU BURUNDI DANS L'« APRÈS-NKURUNZIZA » ?

Valeria Alfieri, Aimé Magera, Léonce Ngendakumana, Alexis Sinduhije

15/09/2020

Suite à l'élection à la présidence du Burundi en mai dernier d'Évariste Ndayishimiye et au décès le 8 juin de l'ancien président autocrate Pierre Nkurunziza, Valeria Alfieri, docteure en science politique, pose la question de l'après-Nkurunziza et la Fondation Jean-Jaurès a interrogé à ce sujet trois responsables des principaux partis d'opposition burundais – Léonce Ngendakumana, Alexis Sinduhije et Aimé Magera – qui livrent leur vision peu optimiste de l'évolution politique du pays, marqué par la violence du régime.

L'analyse de Valeria Alfieri

Le 20 mai 2020, Évariste Ndayishimiye, candidat du parti au pouvoir CNDD-FDD, est élu à la présidence du Burundi, mettant ainsi officiellement fin à quinze ans de règne de Pierre Nkurunziza. Ce dernier aurait dû passer le témoin à son successeur le 20 août dernier, mais sa mort « inopinée », arrivée le 8 juin, a anticipé la désignation de Ndayishimiye.

À la fois l'élection de Ndayishimiye et le décès de Nkurunziza ont engendré des vagues d'émotion et d'espoir, mais aussi des craintes. Aux yeux de la plupart des leaders de l'opposition et de la société civile, Nkurunziza était un dictateur, responsable de meurtres, tortures et arrestations arbitraires. Sa mort soudaine, survenue quelques semaines après l'élection d'un nouveau président, laissait espérer un changement de mode de gouvernement en faveur d'une ouverture du régime en place. Par ailleurs, on s'attendait à ce que Ndayishimiye, débarrassé de la tutelle peu confortable de son « père spirituel » Nkurunziza – lequel avait pris le soin, avant la candidature de Ndayishimiye, considéré par ailleurs comme son dauphin, de s'attribuer un certain nombre d'avantages lui garantissant un rôle de premier plan au cœur du système –, puisse finalement tendre la main à l'opposition en exil, ainsi qu'à la communauté internationale, marquant à cet effet une discontinuité vis-à-vis de son prédécesseur qui aurait sans doute été très appréciée par les observateurs, à la fois burundais et étrangers.

Les évolutions récentes dessinent, cependant, un scénario bien différent de celui souhaité, la politique de Ndayishimiye semblant plutôt s'inscrire dans la continuité d'un régime qui semble se souder autour de la nécessité de se préserver. La survie des privilèges acquis par une poignée d'individus qui tiennent les rênes du CNDD-FDD et du pays tout entier passe par le maintien d'un *statu quo* susceptible de mettre un frein aux rivalités internes et, par conséquent, de limiter toute forme d'innovation politique. Le nouveau gouvernement est dominé par les tenants de la ligne la plus dure et conservatrice du parti. Parmi eux, le général Alain-Guillaume Bunyoni – désigné à la primature, considéré comme l'un des faucons de l'ère Nkurunziza – et le général Gervais Ndirakobuca – nommé Premier ministre, qui est accusé d'être au cœur du système répressif de Nkurunziza et a fait l'objet de sanctions de plusieurs pays occidentaux.

À présent, tout espoir d'une revitalisation du pluralisme politique au Burundi et d'un retour des leaders partisans en exil semble donc s'évanouir.

Et pourtant, au début des années 2000, le Burundi avait été salué comme un exemple de succès dans la région. Après presque vingt ans de guerre civile, la signature de l'Accord de paix d'Arusha en août 2001 avait marqué une nouvelle phase dans l'histoire du pays et favorisé l'émergence d'une pluralité de formations partisans, de médias et d'associations indépendantes. Un débat politique pluraliste et une remarquable effervescence politique donnaient alors l'espoir d'une véritable démocratisation des structures de pouvoir. Le contexte politique avait commencé à se dégrader à partir du marathon électoral de 2010. La crise politique de 2015, déclenchée par la candidature très controversée de Nkurunziza à un troisième mandat, et la conséquente tentative de coup d'État mirent définitivement en question la délicate stabilité du pluralisme politique et donnèrent au CNDD-FDD le prétexte pour se débarrasser brutalement de tout opposant. Depuis, et jusqu'à la mort de Nkurunziza, le CNDD-FDD a gouverné comme un véritable parti-État, se débarrassant des opposants les plus gênants et obligeant une partie des leaders de l'opposition à prendre le chemin de l'exil.

Quel sera, alors, le sort du pluralisme politique au Burundi dans l'« après-Nkurunziza » ? Nous avons à ce propos interrogé trois leaders de l'opposition, afin d'avoir leur point de vue sur le contexte socio-politique actuel et sur les perspectives pour l'avenir. Léonce Ngendakumana, président du Front pour la démocratie au Burundi (Frodebu), Alexis Sinduhije, président du Mouvement pour la solidarité et la démocratie (MSD), et Aimé Magera, porte-parole du Congrès national pour la liberté (CNL), ont répondu positivement à notre appel. Ces trois formations politiques figurent comme des acteurs d'envergure sur la scène politique burundaise, mais leur nature, leur parcours et leurs positionnements politiques diffèrent de l'un à l'autre. Les stratégies de résilience et de résistance adoptées face à la fermeture progressive de l'espace politique burundais diffèrent aussi et sont

fonction de leur position sur l'échéancier politique, ainsi que de leur parcours spécifique. Le Frodebu, fort d'une longue expérience en politique, étant l'un des partis les plus anciens du pays (il a joué un rôle central dans le processus d'ouverture politique des années 1990), a su résister à la tourmente en gardant un petit espace à l'intérieur du pays. Il se réclame d'orientation socialiste et son président, Léonce Ngendakumana, a été élu, *via* des élections primaires, comme candidat à la présidence à la dernière élection de 2020, et réside à présent à Bujumbura. Le MSD, en revanche, a été suspendu à maintes reprises et son président, Alexis Sinduhije, incarcéré plusieurs fois. Il vit désormais en exil entre l'Europe et la région des Grands Lacs. Sinduhije est un ancien journaliste, très connu dans le pays, qui s'est reconverti à la politique en 2007, fondant son parti qui s'inspire des principes humanistes et démocratiques. Le CNL de Rwasa a fait l'objet d'un parcours encore plus tortueux. Né dans la clandestinité comme un mouvement politico-militaire en 1980 (sous le nom de Palipehutu-FNL), il a été agréé comme parti politique seulement en 2009 (sous le nom de FNL), pour devenir ensuite CNL. Rwasa avait, en effet, été évincé de son parti FNL en 2011, lorsqu'il se trouvait en exil à l'étranger et le FNL avait été récupéré par des ex-membres agissant pour le compte du CNDD-FDD, le parti au pouvoir, dans la tentative d'affaiblir et diviser le mouvement. Cependant, la majorité des militants sont restés fidèles à Rwasa, on peut par conséquent considérer le CNL comme la continuité du FNL.

Malgré ces cheminements variés, ces trois partis font tous face aux conséquences liées à la fermeture autoritaire de l'espace politique burundais représentant un défi pour leur survie. Aucun d'eux ne bénéficie de financements étatiques, et leurs activités politiques sur le terrain sont inhibées par les menaces du parti au pouvoir et, en particulier, des *imbonerakure*, le groupe de jeunes du parti au pouvoir devenu depuis 2010 une véritable milice armée. Leurs permanences sont fermées, les militants intimidés, arrêtés, voire tués. Militer est une activité à haut risque au Burundi. Et pourtant, la foi partisane demeure, comme le montre la capacité de résilience de l'opposition burundaise.

Ngendakumana, Sinduhije et Magera nous livrent un portrait peu optimiste du contexte politique actuel où ils fustigent la violence du régime, l'attitude des pays occidentaux vis-à-vis de la crise burundaise et demandent un rôle plus important des organismes régionaux africains.

Les entretiens avec Aimé Magera, Léonce Ngendakumana et Alexis Sinduhije

Nous publions ci-dessous l'intégralité des entretiens réalisés par la Fondation Jean-Jaurès.

Plusieurs observateurs s'interrogent sur l'avenir du Burundi suite au décès du président sortant Pierre Nkurunziza. Certains y voient la possibilité d'une ouverture du régime en place, d'autres sont moins optimistes. Quel est votre avis à ce propos ? Comment imaginez-vous le futur proche du Burundi ?

Aimé Magera : La plupart des gens continuent de sous-estimer le régime en place, un régime dictatorial, qui tue dans l'impunité. Il y a des sanctions de la communauté internationale, mais cela ne suffit pas. Les dirigeants du Burundi continuent de tuer et harceler les opposants car ils savent que la communauté internationale ne va pas très loin dans ses sanctions. Le pouvoir de Bujumbura a renvoyé plusieurs représentants et responsables des organismes internationaux, et les Nations unies font profil bas, c'est la diplomatie bien sûr, mais pour un régime pareil, cela ne suffit pas. Malgré les résolutions des Nations unies, le pouvoir n'a pas voulu coopérer ; donc, les droits de l'homme au Burundi, ça n'existe plus. Imaginer qu'il puisse y avoir une ouverture, je ne pense pas. Le système est là, il s'est construit dans le temps autour de la figure de Nkurunziza et résiste malgré le décès de ce dernier, car le noyau dur du parti est toujours là, et Évariste Ndayishimiye, le nouveau président, en fait partie. La mort de Nkurunziza n'a rien changé. Comment peut-on penser à une ouverture ? Il n'y a pas d'ouverture, tout simplement ça se renferme de plus en plus.

Léonce Ngendakumana : La disparition inopinée d'un chef d'État dans un pays ne peut pas manquer d'interroger et aura certainement un impact sur la gestion du pays. Ceux qui avaient cru dans la possibilité d'ouverture avaient certainement raison eu égard aux défis qui assaillent le Burundi et son peuple. Mais malheureusement, les faits observés donnent raison à ceux qui sont moins optimistes. Si l'on compare la formation du premier gouvernement du président Nkurunziza en 2005 et la formation du premier gouvernement du président Ndayishimiye en 2020, on voit qu'il s'agit d'un recul de la démocratie, d'un recul de l'État de droit, d'un recul de la réconciliation nationale. Avec le retour à un parti-État, avec le retour à un régime militaire dictatorial, l'avenir du Burundi est incertain. Attendons de voir...

Alexis Sinduhije : Le futur du Burundi est sombre. Le régime ne changera pas. Il va plutôt empirer, d'autant plus que l'ouverture de l'espace politique n'est pas le logiciel du CNDD-FDD. Le nouveau pouvoir va être exercé par des militaires dans une logique militaire. Il s'installe dans un moment assez particulier pour la région du Sud-Kivu où les enjeux économiques (commerce, or, coltan et bois) et de sécurité pourront déterminer de nouveaux rapports de force dont l'objectif premier vise le retour du système Kabila au pouvoir à Kinshasa et l'affaiblissement de Kagame [président du Rwanda, NDLR]. Donc la survie du régime se jouera dans le Sud-Kivu sous la coordination du « vieux

loup » Museveni (le président ougandais) qui rassure les banyamulenge dans leur nouvelle alliance avec le Burundi contre le Rwanda. L'enjeu, c'est donc le Kivu du sud. Kabila veut y garder une instabilité qui lui permettra de garder la main sur le pouvoir et le moment venu retourner aux affaires. Les Burundais y jouent à la fois leur sécurité et la survie économique et, enfin, Museveni l'utilise pour « emmerder » Kagame. Le futur du Burundi dans la région sera particulièrement « chaud ».

Quel rôle les partis politiques d'opposition, ainsi que la société civile burundaise, pourraient jouer dans ce contexte ? Et quelle place pour l'opposition en exil ?

Aimé Magera : La société civile n'existe plus au Burundi. Vous savez très bien ce qui se passe dans mon pays. Les médias qui essayent de travailler, ça n'existe presque pas. Les journalistes sont harcelés. Des journalistes du journal *Iwacu* sont en prison, des journalistes de la Radio *Isanganiro* sont en prison. Comment est-ce qu'on peut penser à une société civile ? Tout est muselé, pas de liberté d'expression, pas de médias indépendants, même l'église catholique est pointée du doigt pour avoir osé dénoncer les abus du pouvoir et les fraudes électorales. Et pourtant, lors des élections de 2020, la communauté internationale s'est empressée de féliciter ces criminels qui sont au pouvoir. La plupart des leaders de la société civile burundaise sont en exil et ceux qui restent au Burundi ne peuvent pas faire grand-chose. Aussi, l'opposition n'existe plus, la plupart des membres du Cnared (une plateforme politique de l'opposition créée le lendemain des élections de 2010) se sont rangés du côté du pouvoir, donc... La seule formation d'opposition qui se trouve à l'extérieur du Burundi est le MSD de Sinduhije. Mais je crois que même le MSD ne peut pas faire grand-chose. À mon avis, seul un renforcement des partis d'opposition qui se trouvent à l'intérieur du Burundi pourrait changer la donne. Un véritable changement peut venir uniquement de l'intérieur du Burundi.

Léonce Ngendakumana : Le rôle des partis politiques et de la société civile sera difficile dans le contexte qui prévaut aujourd'hui. Les partis politiques d'opposition et la société civile doivent comprendre que l'union fait la force et mettre ensemble leurs moyens et leurs efforts, dans la possibilité du combat pour le changement, pour la consolidation de l'État de droit et de la démocratie, bref pour la consolidation d'une société juste et équitable au Burundi. Si les partis politiques d'opposition restent divisés et dispersés, s'ils ne parviennent pas à avoir une même vision, à avoir une plateforme politique minimale, un leader unique, leurs efforts resteront vains. Je considère qu'il n'y a pas une opposition intérieure et extérieure, je considère qu'il y a une seule opposition au gouvernement du Burundi mais une opposition qui connaît des problèmes de dispersion. L'opposition en exil joue un rôle mineur, c'est pour cela que les conditions de retour

dans leur pays doivent être rapidement établies.

Alexis Sinduhije : Le rôle des partis politiques est possible dans un jeu purement politique, dans une logique où les rapports de force qui s'engagent ne sont que politiques. Le rôle de régulation d'une société civile s'exerce dans une société en plein épanouissement économique, donc stable. Il permet, on va dire, à l'autorité publique de veiller à la survie des plus faibles face à la puissance des plus forts. Or, la logique militaire du CNDD-FDD ne cède aucune place au débat. Tout est règlementé par la force des armes et non par la force de l'esprit. Les politiques n'ont aucune place.

Quelle action politique devrait entreprendre le nouveau président élu Ndayishimiye afin de donner un signe d'ouverture à tout le pays et à la communauté internationale ?

Aimé Magera : Comment peut-on penser qu'une personne qui a volé, qui a triché aux élections, qui n'a pas la légitimité populaire, puisse stabiliser le Burundi ? Ndayishimiye continuera à régenter, à diriger avec une main de fer, à museler... comme les autres [responsables politiques] sanguinaires qui ont gouverné au Burundi et ont utilisé tout moyen pour mater les protestations et inculquer la peur. Le fait qu'il n'y ait pas de guerre ne signifie pas qu'il y ait la paix. La paix n'est pas là. Nous, du CNL, véritable opposition interne, nous essayons d'encadrer les gens pour ne pas provoquer des drames car le pouvoir est prêt à tuer. Je ne vois pas ce que Ndayishimiye pourrait faire pour avoir de la crédibilité, si l'on tient compte du fait que son élection n'est pas légitime.

Léonce Ngendakumana : Le nouveau président devrait s'engager dans l'instauration d'un dialogue franc et sincère à l'intérieur du pays sur les défis qui l'assaillent, à savoir la pauvreté, la misère, le chômage et les divisions diverses, politiques et ethniques, divisant les Burundais, qui empêchent les Burundais de se réconcilier. Mais aussi à l'extérieur du Burundi, il devrait renouer les relations entre le Burundi et ses voisins d'une part, et le reste de la communauté internationale, d'autre part.

Alexis Sinduhije : L'ouverture de l'espace médiatique, la libération des prisonniers politiques ainsi que le dialogue avec l'opposition extérieure seraient un signe qui peut rassurer tout le monde. Mais il ne le fera pas, parce que ce n'est pas programmé dans son logiciel politique.

D'après vous, quelle sont les responsabilités de la communauté internationale dans la crise burundaise de 2015 et quelles actions auraient

dû et devraient être entreprises pour sortir de l'impasse ?

Aimé Magera : La communauté internationale a un rôle très important, très très important. C'est le seul arbitre qui peut exister, malgré les erreurs que la communauté internationale a faites depuis 2015, malgré les résolutions inabouties des Nations unies... Je crois que, par exemple, l'Union européenne joue un rôle important et efficace en maintenant ses sanctions. Il faut maintenir les sanctions, il faudrait même les renforcer, il faudrait les élargir et introduire plus de sanctions individuelles. Il faut sanctionner les personnes au gouvernement qui ont tué et continueront à tuer des citoyens. Comment une personne, connue de par son négationnisme vis-à-vis du génocide rwandais, par exemple, peut être ministre des Affaires étrangères ? Comment la communauté internationale peut accepter cela ? C'est quelqu'un de très dangereux, qui a beaucoup tué. Il devrait faire partie de la liste de gens indésirables. La seule solution est de refaire des élections. Le pouvoir n'a pas de légitimité, pour moi c'est un coup d'État. C'est un pouvoir d'occupation qui n'est pas reconnu par le peuple. La seule façon de sortir de l'impasse est que la communauté internationale se saisisse du cas du Burundi, impose des négociations et assure une transition pour aboutir à de véritables élections. Le peuple burundais est résigné mais n'est pas content. Les Burundais n'extériorisent pas leur colère, mais la rage est là et finira par éclater. C'est une bombe à retardement. La situation est volatile et peut déraiser d'un moment à l'autre.

Léonce Ngendakumana : La responsabilité de la communauté internationale en 2015 est d'avoir manqué à sa mission, c'est-à-dire celle de garant de l'accord d'Arusha, et laissé l'ex-président Nkurunziza briguer un troisième mandat anticonstitutionnel et illégal en violation de l'accord d'Arusha. Les Nations unies et l'Union africaine, qui sont dépositaires de cet accord, ont eu la première responsabilité dans cette crise. Ils auraient dû conjuguer leurs efforts et amener le pouvoir à ne pas remettre en question l'accord de paix d'Arusha. Aujourd'hui, la communauté internationale devrait appuyer le peuple burundais dans son effort de réconciliation et de restauration d'un État de droit, d'un État démocratique au Burundi, et donner des moyens pour la reprise des activités socio-économiques.

Alexis Sinduhije : La communauté internationale n'existe pas. Je m'habitue à accepter qu'il s'agit d'une notion et non pas d'une structure. Donc, quelque chose qui n'existe pas ne peut être responsabilisé en quoi que ce soit, j'imagine. J'ai du mal à accuser la communauté internationale d'inaction alors qu'elle n'existe pas. Sans faire appel à ce « gros mot » qu'est la communauté internationale, posons la question du rôle de l'AEC. Elle a été d'une déconcertante inutilité. Je préfère demander à ceux qui ont un intérêt quelconque dans la région de s'engager pour faire changer cette logique de bottes qui dure depuis plus d'un demi-siècle.